



CHAPITRE 36

Loi modifiant la Loi des cités et villes

[Sanctionnée le 21 février 1957]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

CHAPTER 36

An Act to amend the Cities and Towns Act

[Assented to, the 21st of February, 1957]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,
c. 233,
a. 17, am.

1. L'article 17 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), modifié par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est de nouveau modifié en remplaçant le dernier alinéa par les suivants:

Deuxième
élection
générale.

"La deuxième élection générale a lieu le premier jour juridique du deuxième mois de février ou, dans le cas de l'article 173a, du troisième mois de février après l'entrée en vigueur de la charte; et les élections générales subséquentes ont lieu tous les deux ans ou, dans le cas dudit article 173a, tous les trois ans, le premier jour juridique de février, sous réserve des dispositions de l'article 173b.

Durée des
fonctions
non
affectée.

Dans le cas d'une municipalité de village érigée en ville ou d'une municipalité de ville érigée en cité, la durée des fonctions des membres du conseil n'est pas modifiée."

S.R.,
c. 233,
aa. 105a-
105b, aj.
Vérifica-
tion spé-
ciale des
comptes.

2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 105, les suivants:

"**105a.** En tout temps de l'année, à la demande écrite d'au moins cinquante contribuables, le conseil doit aussi ordonner une vérification spéciale des comptes de la corporation pour une ou plusieurs des cinq années antérieures, pourvu qu'au-

R.S.,
c. 233,
s. 17, am.

1. Section 17 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), amended by section 1 of the act 12 George VI, chapter 29, is again amended by replacing the last paragraph by the following:

"The second general election shall be held on the first juridical day of the second month of February, or, in the case of section 173a, of the third month of February after the coming into force of the charter; and the subsequent general elections shall be held every second year or, in the case of the said section 173a, every third year, on the first juridical day of February, subject to the provisions of section 173b.

Second
general
election.

In the case of a village municipality erected into a town municipality or of a town municipality erected into a city, the term of office of the members of the council is not changed."

Term of
office not
affected.

2. The said act is amended by adding, after section 105, the following:

"**105a.** At any time of the year, if so required in writing by at least fifty rate-payers, the council shall also order a special audit of the accounts of the corporation for one or more of the last five years, provided that no such audit

R.S.,
c. 233,
ss. 105a-
105b,
added.
Special
audit of
accounts.

cune telle vérification n'ait déjà été faite pour les mêmes années sous l'empire du présent article.

Vérificateur.

Le vérificateur est nommé par le conseil, mais avant sa nomination le choix que le conseil se propose de faire doit être accepté par écrit par la majorité des contribuables qui ont demandé la vérification; à défaut d'entente entre ces contribuables et le conseil, le vérificateur est nommé par un juge de district, sur requête de l'une des parties après avis de huit jours francs à l'autre partie.

Frais de vérification.

Les frais de cette vérification sont supportés par l'officier responsable de la corporation s'il s'est rendu coupable de détournement de fonds ou si, ayant été trouvé reliquataire, il fait défaut de rembourser le reliquat dans le délai fixé par l'article 105*b*; sinon, ils sont à la charge des personnes qui l'ont demandée, à moins que la vérification ne profite à la corporation.

Dépôt requis.

La demande de vérification en vertu du présent article doit être accompagnée d'un dépôt de deux mille dollars, lequel doit être remis aux requérants si les frais de la vérification ne sont pas mis à leur charge.

Responsabilité du vérificateur.

Tout vérificateur nommé à ces fins peut être un particulier ou une société; il peut faire exécuter son travail par ses employés, mais alors sa responsabilité est la même que si ce travail avait été entièrement fait par lui-même. Dans le cas d'une société, la prestation du serment d'office de l'un des associés est suffisante.

Remboursement.

"105*b*. Dans les trente jours qui suivent la signification qui lui est faite d'une copie du rapport de vérification, l'officier en défaut de la corporation doit acquitter le montant dont il a été trouvé reliquataire, ainsi que les frais de la vérification."

S.R.,
c. 233,
a. 123,
am.

3. L'article 123 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 52, par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 60, par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 66, par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 59, et par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 41, est de nouveau modifié en remplaçant la première phrase du paragraphe 12° par la suivante: "Toute per-

has already been made for the same years under this section.

The auditor shall be appointed by the council, but before he is appointed the choice which the council intends to make must be accepted in writing by the majority of the ratepayers who demanded the audit; failing agreement between such ratepayers and the council, the auditor shall be appointed by a district judge upon the petition of one of the parties after notice of eight clear days to the other party.

Auditor.

The costs of such audit shall be payable by the responsible officer of the corporation, if he has been guilty of embezzlement or if, having been found short in his accounts, he fails to repay the balance within the delay fixed by section 105*b*; otherwise the costs shall be payable by the persons who demanded the audit, unless the audit is of no advantage to the corporation.

Costs of audit.

The demand for an audit under this section must be accompanied by a deposit of two thousand dollars, which shall be returned to the petitioners if the costs of the audit are not charged to them.

Deposit required.

Any auditor appointed for such purposes may be an individual or a partnership, and may entrust the work to his or its employees, but then the responsibility of such auditor shall be the same as if such work had been entirely performed by the auditor himself. In the case of a partnership, the taking of the oath of office by one of the partners shall be sufficient.

Responsibility of auditor.

"105*b*. Within thirty days after the service upon him of a copy of the report of the audit, the defaulting officer of the corporation must pay the amount of the balance which he has been found to owe, as well as the costs of the audit."

Repayment.

3. Section 123 of the said act, amended by section 3 of the act 9 George VI, chapter 52, section 1 of the act 13 George VI, chapter 60, section 1 of the act 14 George VI, chapter 66, section 1 of the act 14-15 George VI, chapter 59, and section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 41, is again amended by replacing the first sentence of paragraphe 12 by the following: "Any person convicted of

R.S.,
c. 233,
s. 123,
am.

sonne trouvée coupable de trahison ou d'un acte punissable, en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature de Québec, d'un an d'emprisonnement ou plus."

treason or of an act punishable, under a law of the Parliament of Canada or of the Legislature of Quebec, by imprisonment for one year or more."

S.R.,
c. 233,
a. 124,
am.

4. L'article 124 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 22, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par les suivants:

4. Section 124 of the said act, amended by section 1 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 22, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 124,
am.

Cens
d'éligi-
bilité.

"Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin à moins qu'il ne possède alors et qu'il n'ait possédé sans interruption durant les douze mois précédents, à titre de propriétaire, en son propre nom, des biens-fonds dont la valeur telle qu'inscrite au rôle d'évaluation est, lors de la mise en nomination et a constamment été durant ces douze mois, d'au moins mille dollars, déduction faite de toute hypothèque et de tout privilège enregistrés sur tels biens-fonds.

"No one may be nominated for the office of mayor or alderman unless he possesses then and has possessed uninterruptedly during the twelve preceding months, as owner, in his own name, real estate of which the value as entered on the valuation roll is, at the time of the nomination, and has always been during such twelve months, at least one thousand dollars, after deduction of every hypothec and privilege registered against such real estate.

Property
qualifi-
cation.

Idem.

En outre, nul ne peut être élu à la charge de maire ou d'échevin à moins qu'il ne continue de posséder jusqu'à la date de l'élection inclusivement le cens d'éligibilité prescrit par l'alinéa précédent."

Furthermore, no one may be elected to the office of mayor or alderman unless he continues to possess, until and including election day, the qualifications prescribed by the preceding paragraph."

Idem.

S.R.,
c. 233,
a. 128,
am.

5. L'article 128 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 60, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 3°, le suivant:

5. Section 128 of the said act, amended by section 2 of the act 13 George VI, chapter 60, is again amended by adding, after subsection 3, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 128,
am.

Compagnies à
fonds
social.

"4° Les compagnies à fonds social sont aussi électeurs et inscrites sur les listes des électeurs, subordonnément aux prescriptions de l'article 129."

"4. Joint stock companies shall also be electors and shall be entered on the voters' lists, subject to the provisions of section 129."

Joint
stock
com-
panies.

S.R.,
c. 233,
a. 129,
am.

6. L'article 129 de ladite loi, modifié par l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 66, est de nouveau modifié

6. Section 129 of the said act, amended by section 2 of the act 14 George VI, chapter 66, is again amended

R.S.,
c. 233,
s. 129,
am.

a) en y retranchant, dans les dixième, onzième et douzième lignes du premier alinéa, les mots "seulement lorsqu'un ou des règlements sont soumis à l'approbation des électeurs propriétaires, et";

a. by striking out, in the ninth, tenth and eleventh lines of the first paragraph, the words "only when one or more by-laws are submitted for the approval of the elector-proprietors and";

b) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, le mot "Une" par les mots "Dans les cas de règlements soumis à l'approbation des électeurs propriétaires, une".

b. by replacing, in the first line of the second paragraph, the word "Such" by the words "In cases of by-laws submitted for the approval of the elector-proprietors, such".

dd.,
a. 173a,
am.

7. L'article 173a de ladite loi, édicté par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 39, est modifié

7. Section 173a of the said act, enacted by section 2 of the act 8 George VI, chapter 39, is amended

dd.,
s. 173a,
am.

a) en y retranchant les deuxième et troisième alinéas;

b) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Approba-
tion et
publica-
tion.

“Un tel règlement est sans effet s'il n'est approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil; il doit ensuite être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.”

a. by striking out the second and third paragraphs;

b. by replacing the last paragraph by the following:

“Any such by-law shall be without effect unless approved by the Lieutenant-Governor in Council; it must then be published in the *Quebec Official Gazette*.”

Approval
and pub-
lication.

S.R.,
c. 233,
a. 356,
remp.

8. L'article 356 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Décisions.

“**356.** Sous réserve des dispositions de l'article 355, la majorité des échevins présents aux séances du conseil décide des questions et matières qui y sont soumises, excepté dans le cas où les règles du conseil ou une disposition de la loi exige un plus grand nombre de voix concordantes.”

8. Section 356 of the said act is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 356,
replaced.

Decisions.

“**356.** Subject to the provisions of section 355, the majority of the aldermen present at the sittings of the council shall decide the questions and matters submitted thereto, except where a larger number of concurrent votes may be required by the rules of the council or by law.”

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am.

9. L'article 426 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 12 George VI, chapitre 29, par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 60, et par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 51, est de nouveau modifié

a) en remplaçant, dans la vingt-troisième ligne du premier alinéa du paragraphe 1°, les mots “les plans de bâtiments projetés” par les mots “, au préalable, les plans de construction, reconstruction ou transformation de bâtiments ou d'addition à des bâtiments”;

b) en y ajoutant après le mot “constructions”, dans la vingt-sixième ligne du premier alinéa du paragraphe 1°, les mots “ou l'exécution de travaux”;

c) en remplaçant le second alinéa du paragraphe 1°, par les suivants:

Modifi-
cation ou
abroga-
tion par
règle-
ment.

“Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe ou toute partie d'un tel règlement divisant la municipalité en arrondissements ou zones, prescrivant l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement ou la destination des constructions qui peuvent y être érigées, ou la superficie des lots, la proportion qui pourra en être occupée par les constructions et l'espace qui devra être laissé libre entre elles, ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement approuvé conformément aux dispositions suivantes. Une assemblée publique des électeurs propriétaires doit être tenue, après l'adoption du règlement, aux lieu, jour et heure

9. Section 426 of the said act, amended by section 8 of the act 12 George VI, chapter 29, by section 4 of the act 13 George VI, chapter 60, and by section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 51, is again amended

a. by replacing, in the twenty-first line of the first paragraph of paragraph 1, the words “the plans of proposed buildings” by the words “previously the plans for the construction, reconstruction or alteration of buildings or additions to buildings”;

b. by adding, after the word “structures”, in the twenty-fourth line of the first paragraph of paragraph 1, the words “or the carrying out of works”;

c. by replacing the second paragraph of paragraph 1, by the following:

“Any by-law passed under this paragraph or any portion of such by-law dividing the municipality into districts or zones, prescribing the architecture, dimensions, symmetry, alignment or destination of the buildings which may be erected therein, or the area of lots, the proportion which may be occupied by the buildings and the space which shall be left open between them, may not be amended or repealed except by another by-law approved in accordance with the following provisions. A public meeting of the electors who are property-owners shall be held after the passing of the by-law, at the place, on the day and at the time

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am.

Amend-
ment or
repeal by
by-law.

fixés à cette fin par le conseil. Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier. Elle est présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par un échevin. Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, lit le second alinéa du paragraphe 1° et le règlement et soumet celui-ci aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement. Si, avant qu'il se soit écoulé une heure depuis l'ouverture de l'assemblée, six des électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs propriétaires, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

fixed for such purpose by the council. Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the fifteenth day after the date of the passing of the by-law, after the clerk has given a notice of convocation of at least five clear days. Such meeting shall be presided over by the mayor or the acting mayor or, in their absence, by an alderman. The clerk, acting as secretary of the meeting, shall read the second paragraph of paragraph 1 and the by-law and submit the latter to the electors present and qualified to vote on such by-law. If, before one hour has elapsed after the opening of the meeting, six of the electors present demand that the by-law be submitted for the approval of the elector-proprietors, the person presiding at the meeting shall fix as polling day a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.

Vote.

Lorsque le vote a lieu sur ce règlement, il est pris à la date fixée par le président de l'assemblée des électeurs et conformément à la procédure prescrite par les articles 399 à 410. Toutefois, dans aucun cas le règlement ne peut être considéré comme approuvé par les électeurs, à moins qu'un tiers de ceux qui ont le droit de voter sur ce règlement et qui résident dans la municipalité aient exercé ce droit. Seuls sont admis à voter sur le règlement les électeurs propriétaires d'immeubles situés dans une zone ou un arrondissement auquel s'applique le règlement ou la partie du règlement qu'il s'agit de modifier ou d'abroger.”;

d) en y intercalant entre le paragraphe 1° et le paragraphe 2°, les suivants:

“1° a) Pour décréter qu'aucun permis de construction ne sera accordé,

a) à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, y compris ses dépendances, ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur le plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil;

b) à moins que les services publics d'aqueduc et d'égout ne soient établis sur la rue en bordure de laquelle on se propose d'ériger la construction concernée.

Permis de construction.

When a poll is held on such by-law, it shall be held on the date fixed by the person presiding at the meeting of electors and in conformity with the procedure prescribed by sections 399 to 410. However, in no case shall the by-law be considered as approved by the electors, unless one-third of those entitled to vote on such by-law and residing in the municipality have exercised such right. The only persons permitted to vote on the by-law are the electors who are proprietors of immoveables situated in a district or zone to which the by-law or the portion of the by-law which is to be amended or repealed applies.”;

d. by inserting therein, between paragraph 1 and paragraph 2, the following:

“1a. To decree that no building permit shall be granted,

a. unless the ground on which each proposed structure, including its dependencies, is to be built forms a separate lot on the official cadastral plan or on the subdivision plan made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code;

b. unless the public waterworks and sewer services are installed in the street on which the structure in question is to be erected.

Voting.

Building permit.

Excep-
tion.

Les dispositions des sous-paragraphes *a* et *b* ne s'appliquent pas aux constructions pour fins agricoles, sur des terres en culture;

The provisions of sub-paragraphs *a* and *b* shall not apply to structures for agricultural purposes on lands under cultivation.

Tarif.

"1°*b* Pour établir un tarif des honoraires exigibles pour l'émission du certificat d'approbation prévu au paragraphe 1° du présent article. Ces honoraires ne doivent pas excéder vingt-cinq dollars, s'il s'agit d'une construction pour fins de résidence, et deux cents dollars, s'il s'agit d'une construction pour fins industrielles ou commerciales;"

"1*b*. To establish a tariff of fees payable for the issue of the certificate of approval provided for in paragraph 1 of this section. Such fees shall not exceed twenty-five dollars in the case of a structure for residential purposes, and two hundred dollars in the case of a structure for industrial or commercial purposes;"

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am.

10. L'article 429 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 9 George VI, chapitre 52, par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59, par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 60, par l'article 3 de la loi 15-16 George VI, chapitre 51, par l'article 14 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, et par l'article 11 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 35, est de nouveau modifié en ajoutant au paragraphe 1°, l'alinéa suivant:

10. Section 429 of the said act, amended by section 4 of the act 9 George VI, chapter 52; section 7 of the act 11 George VI, chapter 59; section 5 of the act 13 George VI, chapter 60; section 3 of the act 15-16 George VI, chapter 51; section 14 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 32, and section 11 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 35, is again amended by adding to paragraph 1, the following paragraph:

Réparti-
tion.

"Le conseil peut prescrire une répartition de la taxe imposée à ces fins, soit en raison de la superficie des terrains, soit d'après leur évaluation;"

"The council may prescribe an apportionment of the tax imposed for such purposes, either in proportion to the area of the immovables or according to their valuation;"

S.R.,
c. 233,
a. 593,
am.

11. L'article 593 de ladite loi, remplacé par l'article 18 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 32, et par l'article 12 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 35, est modifié en remplaçant, dans la septième ligne du cinquième alinéa, les mots "six de ces électeurs présents" par les mots "soixante des électeurs présents, s'il s'agit d'une cité, et vingt, s'il s'agit d'une ville,"

11. Section 593 of the said act, replaced by section 18 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 32, and by section 12 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 35, is again amended by reglacing, in the sixth and seventh lines of the fifth paragraph, the words "six of such electors who are present" by the words "sixty of the electors present in the case of a city and twenty in the case of a town,"

Id.,
a. 602,
am.

12. L'article 602 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "lieutenant-gouverneur en conseil" par les mots "ministre des affaires municipales".

12. Section 602 of the said act is amended by replacing, in the second and third lines, the words "Lieutenant-Governor in Council" by the words "Minister of Municipal Affairs".

S.R.,
c. 233,
a. 647,
texte
anglais,
am.

13. La version anglaise de l'article 647 de ladite loi, remplacé par l'article 1 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 15, est modifiée en retranchant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots " , for a stated period".

13. The English version of section 647 of the said act, replaced by section 1 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 15, is modified by striking out, in the fourth and fifth lines, the words " , for a stated period".

- Effet.** **14.** L'article 4 aura son effet à compter du premier mai 1958.
- Fonctions non affectées.** Cependant, les maires et échevins des cités et villes en fonction le premier mai 1958 continueront d'être régis, quant à leur qualification foncière, jusqu'à l'expiration de leur terme d'office alors en cours, par les dispositions de l'article 124 de la Loi des cités et villes telles qu'elles existaient avant son amendement par l'article 4 de la présente loi.
- 1955-56, c. 113, s. 6, am.** **15.** L'article 6 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 113, concernant la ville de Villeneuve, est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "du village" par les mots "de la ville".
- Effet rétroactif.** **16.** L'article 15 de la présente loi a son effet depuis le deux février 1956.
- Entrée en vigueur.** **17.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.
- Effect.** **14.** Section 4 shall have effect from and after the first of May, 1958.
- Offices not affected.** However, the mayors and aldermen of cities and towns in office on the first of May, 1958 shall continue to be governed, as regards their property qualification, until the expiration of their term of office then current, by the provisions, of section 124 of the Cities and Towns Act as they were before its amendment by section 4 of this act.
- 1955-56, c. 113, s. 6, am.** **15.** Section 6 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 113, respecting the town of Villeneuve, is amended by replacing, in the second line, the word "village" by the word "town".
- Retro-active effect.** **16.** Section 15 of this act shall have effect from the second of February, 1956.
- Coming into force.** **17.** This act shall come into force on the day of its sanction.